

Mohamed Elyazghi a démissionné de son poste de premier secrétaire de l'USFP. Dans un communiqué, rendu public hier, le dirigeant démissionnaire a annoncé son départ, en révélant également sa décision de geler son activité au sein du bureau politique, jusqu'à la tenue du Conseil national du parti. Il a, par ailleurs, appelé à la tenue «dans les meilleurs délais» du 8ème congrès du parti, précisant que ce congrès doit être préparé par des «militants capables de mobiliser toutes les potentialités du parti et d'attirer d'autres militants à ses rangs».

{sidebar id=2}

La décision du dirigeant partant intervient au lendemain d'un «bras de fer» musclé avec les membres du bureau politique, lors d'une houleuse réunion tenue samedi après-midi au siège de l'USFP à Rabat. Le BP avait sommé, encore une fois, le premier secrétaire démissionnaire, ainsi que le premier secrétaire adjoint, Abdelouahed Radi, de démissionner de leurs postes. Au départ, le bureau politique a proposé à M. Elyazghi de démissionner, présentant cette option comme le meilleur moyen de s'assurer une «sortie honorable». Mais ce dernier a rejeté cette demande, et menacé de convoquer une réunion urgente du Conseil national en vue de statuer sur la question. Toutefois, la tension est montée d'un cran, au point que des membres de l'USFP ont brandi une «lettre de licenciement» à la face de M. Elyazghi. Ce dernier, qui comptait sur le soutien de quelques membres du BP, dont l'ancien ministre de la Culture, Mohamed Achaâri, finira par faire l'unanimité contre lui, au point que même ses fidèles alliés de l'ancien PSD ont fini par céder. Contacté hier par ALM, Driss Lechgar, membre du BP de l'USFP, n'a pas voulu faire de commentaire, laissant toutefois entendre que les jeux étaient déjà faits. En clair, M. Elyazghi avait le dos au mur. «Juridiquement, le bureau politique a toute latitude de démettre le premier secrétaire. Ce dernier a été choisi par les membres du BP, et non par le Conseil national», a déclaré à ALM Hassan Tarek, ancien SG de la Jeunesse USFP. «Le Conseil national a élu les membres du bureau politique et non pas le premier secrétaire», poursuit M. Tarek, également juriste. Cela revient à dire que la menace proférée par M. Elyazghi, à savoir convoquer le Conseil national, ne tenait pas debout. Pas plus d'ailleurs que l'argumentaire présenté par le BP. «Démissionner ou être démis, c'est du pareil au même, puisque tout le monde aura compris qu'il s'agissait d'une démission par obligation», explique un dirigeant USFP, qui a souhaité garder l'anonymat. Reste que la décision du BP n'est pas entendue de la même oreille. Les partisans de M. Elyazghi estiment que ce dernier «n'est qu'un bouc émissaire», ajoutant que la crise qui affecte l'USFP est une responsabilité collective. «Tous les membres du bureau politique doivent démissionner», affirme un député USFP. Reste la question de la gestion du parti dans la période post-Elyazghi. Des sources au sein de l'USFP évoquent la thèse d'une «direction collégiale», en attendant la tenue du Conseil national dans les semaines à venir. «C'est au Conseil national que reviendra le dernier mot sur une crise qui ne concerne pas uniquement l'avenir de la direction du parti socialiste, mais aussi sa participation au gouvernement. Cette crise risque d'affaiblir davantage la position de l'USFP, sorti déjà fort laminé de l'épreuve du 7 septembre». L'USFP compte cinq ministres dans le gouvernement Abbas El Fassi, dont Mohamed Elyazghi, vivement critiqué par les siens pour avoir accepté un ministère sans portefeuille.

Elyazghi démissionne de son poste de premier secrétaire de l'USFP - Casablanca

Écrit par

Mercredi, 05 Décembre 2007 12:01 - Mis à jour Mercredi, 05 Décembre 2007 12:03

Aujourd'hui.ma

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)